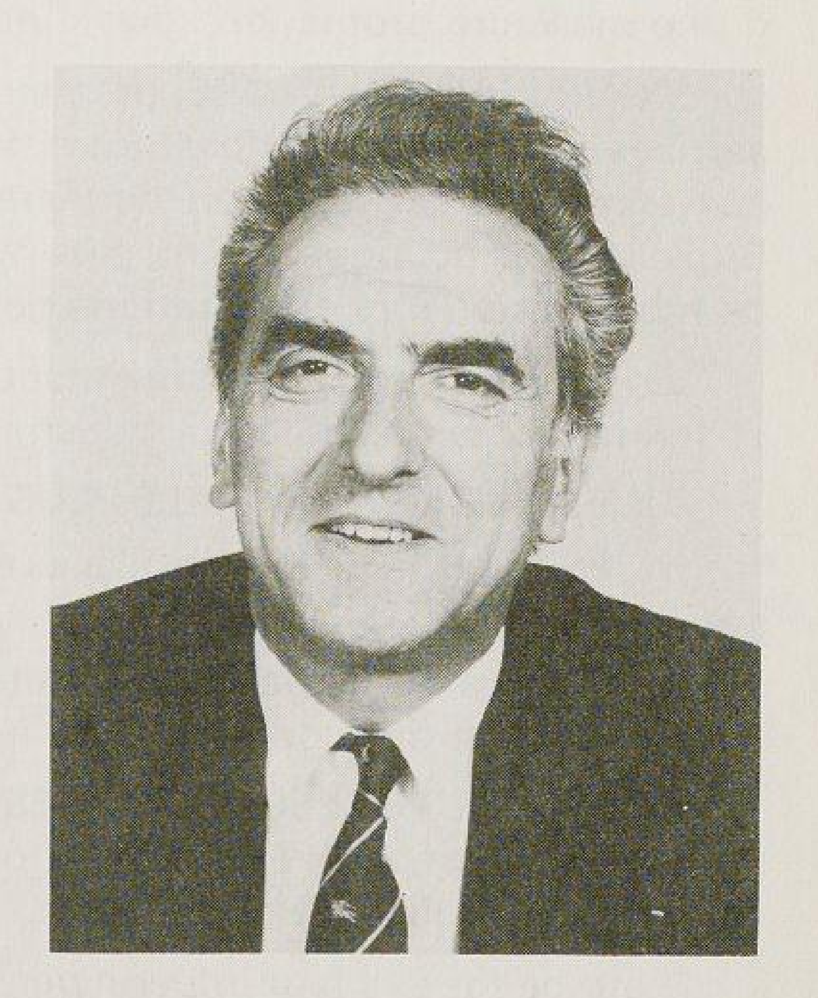
ÉLECTIONS LEGISLATIVES DU 14 JUIN 1981 — Première circonscription d'AURILLAC

Roger BESSE

Candidat de l'Union pour la Nouvelle Majorité

investi par le R.P.R.

Questeur du Conseil Economique et Social
Membre du Comité Economique et Social d'Auvergne
Conseiller Général du Cantal



MES CHERS COMPATRIOTES,

C'est à la demande de mon ami Jacques CHIRAC que j'ai décidé de solliciter vos suffrages, afin de reconquérir cette 1re circonscription qui peut s'honorer d'avoir eu, pendant 25 ans, en Augustin CHAUVET, un député exemplaire.

Je n'ignore pas l'ampleur de la tâche. **Vous ne devez pas ignorer l'enjeu de ces élections. Elles sont capitales pour l'avenir de notre pays.** En effet, si le 10 mai dernier, les Français ont voulu changer de politique, **ils ne veulent pas aujourd'hui changer de société.** Or, si nous n'y prenions garde, l'existence d'une majorité socialo-communiste à l'Assemblée Nationale priverait la vie politique française de tout équilibre, de tout contrepoids, de tout garde-fous contre la tentation collectiviste.

Pour l'heure, tout se passe dans le calme, le nouveau Président est à l'Elysée, un Gouvernement d'apparence rassurante a été mis en place, le Parti Communiste fait patte de velours, les syndicats sont extraordinairement dociles et sages, en un mot l'atmosphère est sereine.

Mais ne vous y trompez pas, c'est à n'en pas douter, le calme qui précède la tempête.

Que le 14 juin, les Françaises et les Français élisent une Chambre à majorité socialo-communiste, et le changement, le vrai, le seul qui soit réellement souhaité par nos adversaires, éclatera au grand jour.

Le projet socialiste, auquel viendront s'ajouter les exigences communistes sera alors appliqué dans tous les domaines et avec toute sa rigueur.

Les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets, nous serons entraînés inéxorablement vers l'étatisation, la bureaucratie, et partant, vers l'irresponsabilité générale, la faiblesse de notre monnaie et le déclin. **Dans ce processus bien rodé, nous y perdrons notre âme nationale, et, jour après jour, nos libertés.**

Que le 14 juin, au contraire, les Françaises et les Français, conscients du danger, renouvellent leur confiance **aux candidats porteurs du Renouveau dans la Sécurité, et alors l'Espoir renaîtra.** Ce faisant, notre Département pourra participer à l'ambition nationale en surmontant ses nombreuses difficultés.

L'EMPLOI : Il faut refuser la fatalité du chômage, véritable cancer de notre temps, par une **relance du marché intérieur, des investissements, par un allègement des charges fiscales et sociales, et par la suppression des tracasseries administratives devenues insupportables pour les entreprises.**

Déterminés à sauvegarder et à conforter toutes les entreprises existantes, **nous voulons,** par une recherche systèmatique d'unités nouvelles, **tout mettre en œuvre pour que la Jeunesse Cantalienne trouve sur place, et dans le travail,** les débouchés auxquels elle aspire très légitimement.

LE COMMERCE, L'ARTISANAT, LES PROFESSIONS LIBERALES, secteurs indispensables à la vie économique de nos villes, nos bourgs et nos villages, doivent développer leur activité à **l'abri des contraintes bureaucratiques et d'une concurrence trop souvent déloyale.**

Commerçants, Artisans, Membres des Professions Libérales, ainsi que leurs épouses doivent bénéficier **d'une meilleure protection sociale et de retraites qui ne soient pas dérisoires.**

POUR L'AGRICULTURE, première activité économique du Cantal, tout en améliorant **les aides compensatrices indispensables** dans notre département où les handicaps sont nombreux, il convient de permettre aux agriculteurs, d'une part **de vivre décemment de la vente de leurs produits,** notamment en exigeant à Bruxelles une politique de prix plus réaliste, et d'autre part en leur permettant, par des mesures appropriées, **de moderniser leurs exploitations** pour les rendre plus compétitives.

En outre, il convient **de maîtriser les problèmes fonciers en évitant la spéculation qui pénalise les jeunes et freine leur installation.** La transmission du patrimoine doit être facilitée et sa fiscalité réduite.

UNE POLITIQUE SOCIALE PLUS HARDIE, basée sur la solidarité nationale doit être mise en place pour :

— **Protéger la cellule familiale,** en encourageant la natalité, par l'institution d'un véritable statut de la mère au foyer.

— Réduire les inégalités de toutes sortes, **par un effort soutenu en faveur des personnes âgées et des handicapés,** en développant l'aide à domicile.

ENFIN TOUTES LES RICHESSES DE NOTRE DEPARTEMENT doivent être mises en valeur, qu'il s'agisse du potentiel humain irremplaçable, des ressources naturelles, de la beauté des sites, pour que notre Cantal conquiert la prospérité qu'il mérite.

Pour ce faire, il faut impérativement poursuivre et achever **LE DESENCLAVEMENT** en portant un effort particulier tant **sur les grands axes routiers** (RN 122, RN 120, CD 920, CD 922) que **sur la voirie communale,** sans négliger pour autant les indispensables liaisons ferroviaires et aériennes.

En milieu rural le réseau électrique, condition du bien-être dans les foyers et du progrès dans les exploitations doit être renforcé partout où cela s'impose.

C'est à la fois pour **conduire une action nationale, pour œuvrer en faveur du Cantal et me tenir à la disposition de mes compatriotes,** qu'avec le concours de **mon ami Jean CHANUT,** élu d'un canton rural, je vous demande de m'accorder votre confiance.

Elu, je m'engage à tenir, avec l'aide de mon suppléant, des permanences trimestrielles dans chaque canton, et à résider dans la circonscription.

VOUS N'AVEZ QU'UNE VOIX. JE N'AI QU'UNE PAROLE !

VIVE LE CANTAL ! VIVE LA REPUBLIQUE !
VIVE LA FRANCE !



Roger BESSE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean CHANUT

Maire et Conseiller Général de Pleaux
Vice-Président de la Commission Départementale

Vu, le candidat

S.E. Imp. du Cantal